Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1637

Artikel: Politique économique : le budget peut-il influencer la conjoncture?
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013443

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le budget peut-il influencer la conjoncture?

Seule une combinaison équilibrée d'interventions étatiques et de recettes libérales peut stabiliser la situation.

Les politiques budgétaire et fiscale sont fréquemment appelées à la rescousse d'une conjoncture économique anémique. Selon la vulgate keynésienne, l'Etat devrait accroître ses dépenses en période de récession pour stimuler la demande. La gauche affectionne tout particulièrement ce raisonnement.

Les économistes, de leur côté, le rejettent majoritairement. Mais pour ce qui est de la Suisse, trois raisons supplémentaires autorisent à douter fortement de sa pertinence. Tout d'abord, il faudrait que Confédération, cantons et communes coordonnent étroitement leur action pour déclencher une forte croissance de la demande. Cette condition paraît irréalisable.

Un budget trop modeste

La difficulté pourrait être surmontée si la Confédération mettait en œuvre seule des moyens suffisants pour provoquer cet effet de stimulation. Mais le mécanisme du frein à l'endettement empêcherait cette action. Et surtout la taille du budget fédéral est si modeste que ce dernier devrait croître de manière considérable pour influencer la conjoncture. Il faudrait augmenter le budget d'environ 10% pour voir progresser le PIB de 1%. Pour produire le même effet, le budget américain ne doit progresser que de 6% ; le budget britannique de 3% seulement.

Enfin les caractéristiques de l'économie mondiale ont évolué de manière très défavorable pour la politique anticyclique des petits Etats. Pour empêcher une fuite importante de capitaux, la Banque nationale procéderait à une augmentation des taux d'intérêt, de manière à préserver son objectif de stabilité des prix. Du coup l'alourdissement de la fiscalité nécessaire à cet effort budgétaire ne provoquerait pas les effets positifs attendus sur l'emploi. Non seulement une politique anticyclique n'atteindrait pas ses objectifs de stimulation de l'économie, mais elle conduirait à un déficit budgétaire, avec un risque d'inflation ou de chômage si la priorité de la politique monétaire reste la stabilité des prix.

Est-ce à dire que seule la stratégie libérale de l'offre est à même de stabiliser la conjoncture? Les coûts sociaux et l'inefficacité de cette stratégie, tout comme les vains exercices de pompiers keynésiens, indiquent que seule une combinaison intelligente - c'est-à-dire adaptée à chaque situation - des politiques fiscale et économique peut atteindre ce but. *jd*

Adaptation libre d'un chapitre d'un article de «contrepoint» rédigé par Klaus Armingeon, professeur de sciences politiques à l'Université de Berne et paru dans le quotidien *Tages Anzeiger* du 8 septembre 2004.

«contrepoint» est un réseau d'universitaires qui veut approfondir le débat public, trop souvent polarisé et superficiel, par des contributions prenant en compte les connaissances scientifiques actuelles, afin de mettre en évidence des aspects négligés des problèmes politiques débattus.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
François Cherix (fc)
Jean-Daniel Delley (jd)
André Gavillet (ag)
Yvette Jaggi (yj)
Roger Nordmann (rn)
Anne Rivier

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
cp 5863,
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10

E-mail:
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch

Edito

Ouvrir le débat, élargir l'action

«Nous voulons une Suisse moderne», déclarent Simonetta Sommaruga et Rudolf Strahm dans leur dernier recueil de propositions économiques. «Nous acceptons la discussion», répond aussitôt Domaine Public. *Dans la mesure où elle est solidement argumentée, toute contribution au débat doit nous réjouir, sans nous priver en rien du droit de la critiquer, vivement si nécessaire. Dans cet esprit,* DP *examinera les thèses des deux socialistes, les exposera sous une forme à définir et les discutera sans complaisance.*

Ce débat constitue une chance. Il permet de corriger des postulats devenus erronés. A l'inverse, il offre aussi la possibilité de réaffirmer certains principes par la réfutation des idées qui les contestent. Dans tous les cas, la valeur d'une position est proportionnelle à l'acuité du doute qui accompagne son adoption. Au moment où le PSS met à jour son programme économique, Sommaruga et Strahm lui donnent un outil qui ne peut qu'aiguiser ses travaux.

Mais leur réflexion a une autre vertu. Elle tend à élargir le champ d'action de la gauche. A la fonction de spécialiste de la redistribution des richesses, qui est d'ailleurs aussi noble que prioritaire, elle suggère d'ajouter celle d'aiguillon dans la production des richesses. Or, si la gauche se veut co-gestionnaire de l'ensemble des problématiques qui touchent la vie du pays, si elle refuse de se restreindre au rôle de minorité monothématique que les bourgeois lui assignent, il lui appartient de construire un projet de société qui soit réellement global.

Pour ce faire, les revendications existantes doivent être complétées par des propositions dans des secteurs trop souvent délaissés. Le fonctionnement de l'Etat, les institutions, la nature du régime, le fédéralisme, l'organisation territoriale, la construction européenne, les affaires internationales déterminent aussi l'avenir de la population et réclament de nouvelles visions. Sommes-nous porteurs d'un projet ou de simples amendements ponctuels au projet des autres? Telle est aussi la question que pose implicitement l'ouvrage de nos deux réformateurs. *fc*

Simonetta Sommaruga, Rudolf H., Strahm,
Für eine moderne Schweiz, ein praktischer Reformplan,
Nagel & Kimche, 2005.